

Nourrir les hommes mérite un digne revenu



Article rédigé par *Jean Flouriot*, le 03 avril 2012

« Nourrir les hommes mérite un digne revenu », déclare à *Ouest-France*, au mois de février dernier, Bernard Lannes, nouveau président de la Coordination rurale alors que le ministre de l'Agriculture réunit producteurs agricoles, industriels et distributeurs pour envisager la nécessaire « répercussion de l'augmentation des prix agricoles sur les prix alimentaires ». Nous allons payer, en moyenne, 2% plus cher notre alimentation. Pour nous Français, cette augmentation ne devrait pas avoir de grande conséquence sur notre train de vie : l'alimentation ne représente que 15% de nos dépenses de consommation. On peut d'ailleurs s'interroger sur la relativement faible place dans nos dépenses d'un élément essentiel à notre vie.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'agriculture française occupe 30% de la population active. Aujourd'hui, c'est moins de 5%. Le nombre des exploitations agricoles est passé de 2,3 millions en 1955 à moins de 500 000, aujourd'hui. La production agricole a considérablement augmenté et ses transformations, dans 5 000 établissements agro-industriels, occupent plus de 500 000 emplois.

Cette transformation a fait des agriculteurs des chefs d'entreprise, aussi attentifs à l'évolution des marchés qu'à celle des techniques de production. La réduction du nombre des exploitations agricoles a permis une augmentation de leur dimension. Ce mouvement s'est accompagné d'un remodelage de l'espace par le remembrement. Dans les pays de bocage, les modifications paysagères ont été importantes, surtout dans les régions où le remembrement a été fait dans les années 50-60. Depuis, des considérations de protection environnementale ont été mieux prises en compte et des reconstitutions bocagères sont en cours.

L'augmentation de la production s'est faite sur la base de recherches agronomiques. L'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) est l'un des plus importants du monde. La recherche agronomique porte sur la mise au point de variétés végétales à haut rendement, bien adaptées aux conditions naturelles mais aussi aux exigences des transformations industrielles et aux modifications des modes de consommation. Il en est de même pour l'élevage, de plus en plus spécialisé.

L'élevage hors-sol obtient des productions de protéines animales abondantes et peu coûteuses et a permis le maintien de petites et moyennes exploitations dépendant d'une production d'aliments pour le bétail.

Ces changements ont été accompagnés par une mécanisation croissante et une utilisation massive d'engrais chimiques et de produits phytosanitaires. Beaucoup de ceux-ci sont produits à partir du pétrole. La hausse des cours du pétrole et les préoccupations environnementales ont amené à une réduction importante de l'emploi de ces produits.

Les productions de fruits et de légumes ont connu aussi des mutations importantes et sont soumises à une concurrence très vive des pays voisins au climat plus favorable (Italie, Espagne) ou aux capacités techniques plus développées (Allemagne, Hollande).

Mais le principal souci du monde agricole est la volatilité des prix. Ceux-ci dépendent d'un marché mondial où les produits agricoles ont tendance à devenir des matières premières comme les autres sur lesquelles sont lancées des achats spéculatifs.

Agriculture et industries agro-alimentaires apportent près de 4% du PIB, plus que l'énergie (2,1%) et nettement plus que l'automobile (0,6%). Le secteur agricole est aujourd'hui créateur d'emplois, particulièrement dans le domaine de l'élevage. Il compte 815 000 actifs agricoles en équivalent temps plein en 2007.

L'agriculture contribue positivement à la balance commerciale de la France ; son excédent était de 5,4 milliards d'euros en 2009.

Mais la forte position de l'agriculture française dans le monde et en Europe a tendance à se dégrader. L'Allemagne est devenue la première agriculture européenne. L'élevage souffre particulièrement de ces handicaps comparatifs : il est beaucoup moins concentré en France qu'en Allemagne et aux Pays-Bas. À titre d'exemple, le groupe allemand d'abattage Tonnies Fleisch traite 16 millions de porcs par an quand le premier français, Cooperl Arc Atlantique, en abat 5 millions. De plus, les conditions de rémunération de la main-d'œuvre en Allemagne tiennent du « dumping ». Les travailleurs étrangers y sont payés aux taux de leur pays d'origine, évidemment toujours beaucoup plus bas que les rémunérations nationales. C'est en grande partie ce qui explique des prix de revient moins élevés.

La France a dû aussi s'ouvrir aux productions des pays émergents. La viande argentine est, par exemple, très utilisée dans la restauration collective.

La Politique Agricole Commune (PAC) européenne, depuis 1960, a permis de développer considérablement la production agricole. D'ici la fin de 2013, un nouveau cadre sera donné à celle-ci. La PAC devra assurer la sécurité alimentaire de l'Europe mais aussi répondre aux exigences de la croissance de la population mondiale.

La protection de l'environnement impose la mise au point de processus de production moins gourmands en énergie fossile et en produits phyto-sanitaires. Les agriculteurs sont également invités à faire face à l'essor des énergies issues de la biomasse et aux nouveaux matériaux et produits développés par la chimie verte.

Le monde agricole est sans doute l'élément de la société française qui a dû faire face aux changements les plus ardues au cours de la seconde moitié du XX^{ème} siècle. Au-delà de notre pain quotidien, nous lui devons le maintien de nos paysages. La dimension territoriale de l'agriculture, dans un pays où 80% de la population est devenu urbaine, est un enjeu majeur. Or, depuis 1950, l'agriculture perd, en moyenne, 90 000 ha par an au profit de la forêt et de l'urbanisation.

Nous sommes tous concernés par l'agriculture de notre pays, il faut aussi que nous y soyons toujours intéressés.

Retrouvez tous nos articles sur l'agriculture dans notre dossier :

